

Recherches sociographiques



Jacques T. GODBOUT, *La démocratie des usagers*

Gabriel Gagnon

Volume 30, numéro 1, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056433ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056433ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, G. (1989). Compte rendu de [Jacques T. GODBOUT, *La démocratie des usagers*]. *Recherches sociographiques*, 30(1), 153–155.

<https://doi.org/10.7202/056433ar>

Cette logique des inégalités fait que les maux ne s'abattent pas sur les êtres de façon aléatoire ou isolée, comme c'est le cas parmi les riches. Les démunis en sont les plus affligés parce que, bêtement, ils sont plus vulnérables (moins robustes, moins résistants, moins avertis, etc.). Et cette fragilité est la résultante, avant tout, des conditions d'existence précaires avec lesquelles ils doivent composer. Comble de malheur, certains utilisent plus rarement les services de santé, par rapport à d'autres catégories de citoyens, en raison très souvent de leur éloignement des ressources, ou mieux, en raison de la méconnaissance de leur existence.

Tout gestionnaire ou planificateur de services enrichira sa vision des choses de celle du travailleur de la santé qu'est l'auteur. Au lieu de penser en termes abstraits, comme souvent le sont la santé mentale ou la santé cardio-vasculaire par exemple, il pourra le faire selon une approche de population. Puisque certains groupes sociaux cumulent à peu près tous les problèmes de santé, aussi bien intervenir auprès d'eux. On fera d'une pierre deux coups. Ensuite, quiconque se préoccupe de prévention reconnaîtra à quel point la réduction des inégalités, davantage que la grosse quincaillerie médicale, risque de faire baisser pour de vrai les taux de mortalité et de morbidité. Pour ce faire, le Conseil des affaires sociales propose un développement réel tournant autour de trois grands axes d'action : le démographique, le social et l'économique.

*Deux Québec dans un arrive à point nommé. Il va plus loin que d'illustrer la relation, maintes fois démontrée, entre la santé et la pauvreté. Il dresse pour toute une société le bilan de son évolution. À l'actif, quelques pôles de croissance et, au passif, de vastes zones en voie de désintégration sociale, économique et culturelle. En plus d'identifier l'État comme largement responsable du développement inégal du Québec, il démasque ou décape les discours à saveur sociale-démocrate des dernières années. Il fait comprendre que, derrière des mots comme *accessibilité, universalité et gratuité*, se cache un jeu de rapports de forces qui favorise toujours les mêmes. Tout s'est passé comme si la réforme des années soixante avait eu un effet nul, sinon néfaste, sur la distribution des chances d'être riche et en santé.*

À l'heure où, dans la foulée du rapport Rochon, le gouvernement s'apprête à revoir l'organisation des services de santé, qu'il soit permis de douter que, par exemple, la création des régions régionales vienne conjurer la bipartition du Québec. Au contraire ! La « recentralisation » régionale (ressources, budgets et services) n'accélérera-t-elle pas notre sous-développement national ?

Réal BOISVERT

*Département de santé communautaire,
Centre hospitalier Sainte-Marie.*

Jacques-T. GOUBOUT, *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 1987, 192 p.

Après un bilan de ses recherches empiriques sur la participation du citoyen dans les groupes populaires et dans les syndicats (*La participation contre la démocratie*), Jacques Goubout, beaucoup plus théorique, tente maintenant de cerner la place de l'utilisateur des

associations et des organismes face au marché et à l'État, et surtout d'établir les bases de ce qui pourrait devenir une « république des usagers ». Dès sa parution, ce livre a soulevé l'intérêt et suscité de nombreux débats qui ont déjà donné à l'auteur l'occasion de préciser sa pensée et de combler quelques lacunes de son texte original. (« L'État et la société. Les autres ordres spontanés », *Bulletin du MAUSS*, 1988 ; « Le retour du social », *Possibles*, 1989.)

Godbout part d'une expérience vécue par la plupart des associations volontaires et des organismes publics québécois : la domination des permanents sur les usagers sous le couvert de l'idéologie de la participation. Pour mieux comprendre ce phénomène longtemps occulté, mais qui tend maintenant à devenir une évidence, il reconstruit d'abord par couches successives les figures théoriques du producteur et du consommateur.

Comparée à la relation marchande, la « relation bureaucratique professionnelle » prend de plus en plus de place dans nos sociétés, l'usager du système de marché y revêtant une identité complètement abstraite. Déplorant cette situation, Godbout se demande « si l'exclusion de l'usager est inéluctable, si les mouvements d'usagers existant dans différents pays pourraient réorienter les habitudes et si finalement l'usager est une notion passiste ou si elle est "porteuse d'avenir" [...] » (P. 28.)

Ce qui est surtout inquiétant, c'est que, parallèlement à l'emprise grandissante du marché sur la société, l'institution démocratique constituée pour protéger cette même société en arrive à ne défendre l'intérêt général qu'au détriment de l'individu. C'est donc le « rapport complexe entre démocratie, marché et pouvoir » qu'il faut d'abord explorer. (P. 45.) Au centre de cette dialectique, on trouve l'opposition fondamentale entre le principe d'appartenance communautaire, cœur du politique, et le principe d'extériorité du consommateur, base du marché. En proposant au citoyen une adhésion plus proche de la mobilisation que de la critique rationnelle, l'idéologie de la participation devient, « paradoxalement, le dernier avatar de la théorie élitiste » qui fonde « le pouvoir des permanents et la négation de l'usager ». (P. 73.) En effet, en se définissant d'abord comme salariés et non comme militants, les permanents obtiennent des revenus et des avantages supérieurs à ceux des usagers : ils deviennent aussi favorisés que les clients d'une organisation marchande, d'autant plus qu'ils ont trouvé dans les structures de participation une façon de « substituer à l'élection un mécanisme de relation aux usagers qui leur serait favorable et qu'ils contrôlèrent ». (P. 93.)

Il reste maintenant à soumettre à la théorie traditionnelle des classes sociales ces nouveaux acteurs sociaux que sont les permanents et les usagers (chap. 5). À partir des recherches contemporaines sur les nouvelles classes (Poulantzas, Touraine, Bell, Castoriadis, Braverman, Bharo, etc.), l'auteur tente de définir, à côté d'une exploitation capitaliste selon lui en régression, le concept inédit d'« exploitation professionnelle qui consiste, pour un producteur, dans le cadre d'une relation non marchande, à prélever sur le client, et en échange de son travail (service), une part disproportionnée par rapport à celle que le client retire dans la société en tant que producteur ». (P. 117.) Voilà donc le producteur/permanent devenu, grâce au triomphe de la connaissance abstraite et au refus du principe de l'extériorité, le nouvel exploitateur des sociétés industrielles avancées. La collectivité qu'il édifie, semblable en cela à une communauté scientifique fermée sur elle-même, se fonde sur la « construction sociale de l'incompétence de l'usager ». (P. 130.) Cette évolution concerne aussi l'ensemble du politique où la participation accrue du citoyen ne

fait que contribuer davantage à sa « phagocytation ». Il faudrait donc, pour changer le cours des choses, reconstituer le pouvoir du consommateur en dehors de l'univers de la production.

Godbout introduit ici des considérations hâtives et souvent peu convaincantes sur le changement (chap. 7). Selon lui, il faudrait distinguer l'*innovation*, qui concerne les moyens, les « opérations nécessaires à la production des biens et des services », de la *transformation*, qui renvoie à « l'établissement de nouvelles fins, de nouvelles valeurs dans le système ». (P. 141.) La transformation aurait tendance à venir non du centre du système culturel par exemple, mais de sa périphérie, non du scientifique ou de l'artiste, mais du marché qui les contrôle. « C'est la demande de la société par le marché et la concurrence internationale qui rendent la science dynamique. » (P. 148.) Vis-à-vis le producteur/permanent/professionnel conservateur, « l'usager représente donc aujourd'hui la force de changement principal ; celle qui peut empêcher la société des producteurs de se refermer sur elle-même ». (P. 150.) La démonstration intellectuelle s'affaiblit ici au profit de la « république des usagers », projet politique qui vient clore l'ouvrage. Au-delà des obstacles soulevés par la complexité accrue des sociétés modernes, l'idéalisation du processus démocratique et le souci constant de l'efficacité et de la croissance, l'auteur voudrait en effet réhabiliter « le regard du consommateur ignorant sur le producteur, le regard de l'usager incompetent sur le professionnel, le regard du citoyen apathique sur le gouvernement, la légitimité de l'individu sans qualité [...] ». (P. 177.) Malgré une critique un peu courte du narcissisme organisationnel des expériences autogestionnaires, il ne nous indique cependant pas d'autres voies concrètes pour dépasser la démocratie classique au profit des usagers.

La conclusion de Jacques Godbout nous laisse donc devant plusieurs problèmes non résolus. Dans le secteur privé, dominé par le marché, ne serait-ce pas la démocratie des producteurs qu'il faudrait approfondir grâce à l'autogestion et aux diverses formes de gestion participative ? Dans les organisations offrant des services gratuits à la population, une cogestion égalitaire entre des permanents moins nombreux et des bénévoles mieux acceptés et mieux formés ne serait-elle pas le meilleur moyen d'assurer à la fois la transformation sociale et la mobilisation ? Dans les secteurs de l'innovation scientifique et de la création culturelle, ne faudrait-il pas se méfier d'une insistance trop grande sur un principe d'extériorité qui risquerait de soumettre un potentiel important de critique et d'imaginaire aux caprices des consommateurs et à la tyrannie des gouvernants ?

Ceci dit, *La démocratie des usagers* constitue à la fois une synthèse théorique originale et bien structurée, et une contribution importante à la philosophie politique. Cet excellent ouvrage nous incite à répondre de façon concrète aux interrogations amenées par la crise actuelle de la pensée et des institutions démocratiques.

Gabriel GAGNON

Département de sociologie,
Université de Montréal.
